Israël ne réserve plus ses mesures répressives à la seule population palestinienne

23.03.2017

Categories: Apartheid et colonialisme, Attaques contre BDS, BDS-Arguments

Les militants palestiniens subissent depuis longtemps toute une série de mesures législatives et administratives visant à restreindre les libertés et à réprimer toute opposition contre sa politique, dont des interdictions de voyager, des listes noires et une persécution politique. Mais maintenant le gouvernement israélien a décidé d'étendre ces méthodes et de les appliquer également contre des dissidents israéliens ou juifs états-uniens ainsi que contre des ONG qui défendent des droits humains.

C'est ainsi que des ONG défendant les droits humains sont désormais dépeintes comme étant des agents étrangers hostiles, des voyageurs étrangers qui boycottent les colonies sont interdits d'entrer dans le pays et les services de renseignement sont chargés de surveiller et de ternir la réputation des groupes et des personnes qui s'opposent à la politique d'occupation et d'apartheid d'Israël, dont le mouvement BDS, perçu comme "menace stratégique".

C'est dans ce contexte qu'a été votée la récente loi interdisant l'entrée en Israël de personnes soutenant BDS. C'est aussi dans ce contexte qu'il faut comprendre les mesures israéliennes pour réduire au silence Omar Barghouti, défenseur palestinien des droits humains et co-fondateur du mouvement BDS.

Ces mesures visent à marginaliser, à intimider et à criminaliser les personnes et les organisations qui se montrent critiques à l'égard de la politique israélienne et dénoncent ses violations des droits humains. Mais derrière ces mesures il y a surtout et toujours la politique israélienne d'occupation et d'apartheid contre la population palestinienne, politique qu'Israël veut poursuivre et renforcer dans l'impunité. Ne la laissons pas faire!

Pour en savoir plus

Déclaration de BDS sur la campagne visant à réduire au silence Omar Barghouti

Blacklists and travel bans aren't new in Israel — the targets are

Israël interdit l'entrée aux partisans du boycott